

L'insertion urbaine à Dakar

*Les jeunes vivent la crise,
les aînés la supportent*



CRSTOM

Actualités N° 48



L'apprentissage, passage obligé dans le secteur informel.

L'objectif central de l'étude pluridisciplinaire entreprise depuis 1989 à Dakar, par l'Ifan et l'Orstom, consiste à voir comment, dans le contexte d'aggravation de la crise économique que connaît le Sénégal, ont évolué les conditions et les modalités de l'insertion urbaine, tant pour les citadins de longue date que pour les migrants. Nous avons retenu trois composantes de l'insertion en ville : l'accès au travail, la constitution du ménage et l'accès au logement. Nous nous sommes appuyés sur des entretiens biographiques quantitatifs et qualitatifs afin d'une part, de mettre en évidence les évolutions au cours des trente dernières années et d'autre part, de connaître l'ampleur des recours aux réseaux sociaux.*

UN SÉNÉGALAIS SUR CINQ VIT À DAKAR

Aujourd'hui, en Afrique, près d'un habitant sur trois vit en ville (32 %), soit sensiblement la même proportion qu'en Asie, mais bien moins qu'en Europe (73 %) ou qu'en Amérique latine (72 %). Contrairement aux idées reçues, il est peu probable ni même vraiment souhaitable que l'urbanisation se ralentisse. L'amélioration de la situation en milieu rural passe par une augmentation de la productivité qui libère de la main-d'œuvre agricole. Elle s'accompagne également d'un accroissement de la demande alimentaire des urbains qui assure de nouveaux débouchés au milieu rural et favorise une reconversion de certaines cultures de rente vers le vivrier.

L'agglomération dakaroise constitue un lieu d'observation privilégié des changements en milieu urbain. Ancienne capitale de l'AOF, capitale du Sénégal indépendant en 1960, Dakar est devenue l'une des premières métropoles africaines au Sud du Sahara. Sa population est passée de 18 000 habitants en 1891 à 40 000 en 1926, 132 000 en 1945 et 375 000 en 1960. L'agglomération comptait 1 310 000 habitants en 1988 (dont environ 50 % dans sa banlieue Pikine), soit 19 % de la population totale du pays et près de 50 % de la population urbaine du Sénégal. On peut estimer la popula-

tion de l'agglomération à 1,8 million à la fin de l'année 1995. Essentiellement sahélien, le pays connaît une grave crise économique et sociale. L'économie du pays reste très dépendante de l'exportation de matières premières (arachide, phosphate), et l'urbanisation ne repose pas sur l'industrialisation. Les revenus monétaires se sont raréfiés dans les campagnes sans qu'une réelle diversification des cultures et une production d'auto-suffisance alimentaire ne soient assurées. Le riz, produit de première nécessité dans les villes du Sénégal, reste en majorité importé. Même si la croissance démographique de Dakar s'est ralentie, passant de 9 % pour la période 1955-61, à 4 % pour la période 1976-88, l'agglomération continue d'accueillir une grande part des migrants du pays. Dakar, doit faire face à un accroissement d'au moins 70 000 personnes par an dont 18 000 migrants, soit l'équivalent d'une capitale régionale moyenne. Cette concentration de la population va de pair avec un regroupement des activités (administration, services, industrie). De nombreux problèmes se posent : les logements, les équipements urbains et les emplois ne suivent pas toujours le rythme de la croissance démographique ; plus de la moitié des actifs travaillent dans le secteur informel, et le taux de chômage était estimé à 18,6 % de la population active en 1989.



Activité de micro-commerce. Photo : Michel Dukhan

UN MARCHÉ DE L'EMPLOI SATURÉ

La concentration de la population en ville est à elle seule génératrice de nombreux emplois : il faut nourrir, loger, habiller, transporter, éduquer, soigner des milliers de personnes chaque jour. De multiples emplois de service et de commerce de micro-détail, adaptés à la modicité des moyens des clients, sont ainsi induits par l'urbanisation. Ce secteur informel masque souvent le sous-emploi et permet très rarement l'accumulation, mais la circulation rapide de la monnaie permet à de nombreuses familles d'assurer leurs dépenses quotidiennes.

Les analyses menées à Dakar montrent

que les chances d'accès à l'emploi salarié pour les jeunes ont quasiment atteint leur niveau le plus bas à la fin de la décennie 80, autant dans les secteurs public que privé, alors que dans le même temps le niveau scolaire s'est amélioré. Aujourd'hui, un père salarié peut espérer que son fils, possédant un niveau scolaire supérieur au sien, occupe au mieux une situation équivalente à la sienne trente ans plus tôt. L'absence de perspectives de promotion sociale est un élément de frustration pour le père et pour le fils. L'origine des grèves et des manifestations d'élèves et d'étudiants n'est sans doute pas étrangère au décalage entre les aspirations des jeunes instruits et les potentialités du marché de l'emploi.

Création d'un réseau scientifique

Depuis quelques années un effort est entrepris en vue de mettre en place des mécanismes institutionnels qui facilitent les analyses comparatives de biographies (cf. encadré sur la méthodologie). En effet, à l'instigation de quatre institutions, le Cerpod*, l'Ifan*, l'Orstom et le Département de démographie de l'Université de Montréal, un réseau sur le thème de "l'insertion urbaine en Afrique de l'Ouest" s'est mis en place en 1992. Il a reçu l'appui financier du Réseau Démographie de l'Aupelf-Uref*, du Ceped* et d'autres bailleurs de fonds. Le premier objectif de

ce réseau est de favoriser l'analyse comparative des processus d'insertion urbaine en Afrique à partir d'enquêtes biographiques. La comparaison des études biographiques menées à Dakar et à Bamako constitue une étape. Le second objectif du réseau est d'assurer à ses membres une bonne maîtrise des techniques d'analyse des données d'enquêtes biographiques. A cet effet, plusieurs séminaires et stages ont été organisés depuis 1992. Ce réseau dénommé RIVAS (Réseau insertion dans les villes d'Afrique sub-saharienne) sera coordonné par le Cerpod.

Les perspectives d'emplois sont particulièrement étroites pour les jeunes instruits, mais qu'en est-il pour les autres ? Ils font généralement un apprentissage dans une entreprise le plus souvent informelle. Ce type de formation semble être une stratégie plus "payante" dans la mesure où seulement 13 % des apprentis ne trouvent pas d'emploi avant l'âge de 30 ans. Ces jeunes, en choisissant une formation en entreprise, suivent une filière d'insertion moins sensible à la crise du marché de l'emploi. Est-ce que pour autant une incitation des jeunes

chômeurs à suivre une formation en entreprise faciliterait leur accès à l'emploi ? Rien n'est moins sûr, car les emplois auxquels aspirent les plus instruits (ceux qui subissent le plus le chômage) ne seront pas disponibles avant la refonte du tissu productif. En l'absence de filières techniques dans l'enseignement public et étant donné le faible niveau technologique des entreprises artisanales, il semble illusoire de compter actuellement sur une véritable relance de l'emploi par la création de petites entreprises.

City life in Dakar

Dakar has a population of about 1.8 million - thirteen times as many as in 1945. Urban growth has slowed, but still amounts to an additional 70,000 people a year, including 18,000 migrants.

Ifan and Orstom have been running a multidisciplinary study of urban integration in Dakar since 1989. The study is essentially based on analysing life history interviews with 1557 people. Some of the findings are as follows:

Employment : Jobs in the modern sector have become extremely scarce. Education levels have improved greatly, but the corresponding job prospects have declined; the educated young of Dakar are frustrated and disappointed.

One solution for young men is an apprenticeship, usually in the informal sector : 87% of apprentices have found a job by the age of 30.

Urban growth in itself creates jobs - to feed, house and clothe the growing population, etc. Much of this is handled by the informal sector which, though it helps money circulate and covers the day-to-day expenses of many families, does not allow for capital accumulation. More and more women are going out to work; they carry out subsistence activities, especially in small-scale trade. **Marriage and the family :** Polygamy is still common, though many women find it hard to accept; people are marrying later; divorce is more

frequent, though remarriage quickly follows - marriage is almost universal in Senegal. Fertility rates have declined, but are still high.

75% of men are still living with their parents at the age of 35, and one Dakar family in two has a migrant living with them. From 4.2 persons in 1955, average household size had grown to 8.3 by 1989. The family head, who must help maintain the entire household, has to bear an ever greater burden as households grow bigger and unemployment rises. To a large extent, men aged 45-59, who were already supporting their parents in the 1960s, are still responsible for the whole family today.

Housing : Housing improved in the 1970s and more homes now have water and electricity; shanties now account for only 8% of Dakar's housing stock. Half of all household heads are home owners, but homes are overcrowded and the housing stock is ageing and deteriorating.

Social networks: social ties are very strong - with the village of origin, the kinship group, political network, religious brotherhood, neighbourhood network, etc. The system provides mutual help and a cushion against the crisis, as influential members help their protégés set up in business or find a home or a job. But this also implies social control over dependants, and more and more people find themselves marginalised and excluded.



Photo : Moustapha Doukhan

Le secteur informel nécessite une certaine technicité.

La majorité des indépendants n'a pas la capacité de production suffisante pour développer l'embauche, tandis que la baisse de la consommation des ménages rend la concurrence plus forte et la création de nouvelles entreprises difficile. En attendant une hypothétique relance de l'économie sénégalaise, les jeunes instruits n'ont de choix que de réduire leurs ambitions sur le marché du travail... s'il leur est encore ouvert.

Le chômage des jeunes nés en ville, beaucoup plus que celui des migrants, constitue le véritable défi pour les années 90. Contrairement à l'idée commune, les emplois des migrants ne se distinguent pas sensiblement des emplois des non migrants, à qualification égale. Une exception cependant : le commerce qui est nettement plus souvent occupé par les migrants. On constate à Dakar, comme dans d'autres villes des pays en voie de développement, que le chômage frappe beaucoup plus les non migrants que les migrants, qui trouvent plus rapidement un emploi. Paradoxalement, les migrants ruraux sont ceux qui connaissent le moins le chômage; les natifs de la ville, en majorité des actifs à la recherche de leur premier emploi, étant

au contraire les plus touchés. De leur point de vue, le marché de l'emploi apparaît profondément en crise : par exemple, on peut prévoir qu'entre un quart et un tiers des Dakarais nés après l'indépendance n'obtiendront pas leur premier emploi avant l'âge de 30 ans. Du côté des migrants, une sélection s'opère dès le milieu de départ; il est aussi possible qu'ils acceptent des emplois moins valorisants.

Cette tension sur le marché de l'emploi a conduit paradoxalement de plus en plus de femmes au travail, et à une restructuration des activités au sein des ménages. En effet, la tendance à la baisse du pouvoir d'achat des ménages semble compensée par l'activité des femmes d'âge mûr : la charge par actif effectivement occupé étant accrue par le chômage des jeunes qui restent de plus en plus tard chez leurs parents, les mères de famille doivent faire face aux dépenses en exerçant des activités de subsistance, principalement dans le commerce qui leur est le plus accessible. Mais, le commerce n'a pas une capacité d'absorption considérable en terme d'emplois, malgré son rôle indéniable d'activité de subsistance.

LE MARIAGE EN MUTATION

Des mariages plus tardifs

L'évolution des comportements matrimoniaux révèle les mutations en cours à Dakar. Pour mieux comprendre les évolutions sociales, plusieurs phénomènes peuvent être pris en considération: le premier mariage, la polygamie, le divorce. A Dakar, entre la génération la plus âgée et la plus jeune, on relève un recul de 7 ans de l'âge médian au premier mariage, passant respectivement de 26 à 33 ans pour les hommes et de 16 à 23 ans pour les femmes. Ce recul concerne spécifiquement une population urbaine, née ou socialisée à Dakar. La combinaison d'un certain nombre de facteurs culturels et économiques peut expliquer le recul de l'âge à un mariage des Dakarais : la scolarisation, l'entrée en activité, la disponibilité d'un logement. Mais ce sont surtout des facteurs économiques (le chômage en particulier) qui freinent l'entrée en première union. La crise économique affecte significativement le mariage des hommes, confrontés aux problèmes de l'emploi et du logement, ce dernier restant du ressort de l'homme. Devant l'ampleur de la

crise, les hommes hésitent donc à s'engager dans une union. Ce constat permet de présager un retard de l'âge au mariage des femmes qui découlerait en partie du mariage plus tardif des hommes. L'incertitude face à l'avenir concerne une population qui a de nouvelles aspirations tant au niveau du cadre de vie du couple que des rapports homme-femme. Cependant la crise accroît le décalage entre les aspirations et les potentialités économiques individuelles.

Le maintien de la polygamie en ville

Le mariage est quasi-universel au Sénégal. Précocité du mariage et remariage rapide après le divorce ou le veuvage se conjuguent pour entraîner un niveau élevé de polygamie (une femme mariée sur deux vit dans un ménage polygame). Que devient la polygamie dans un contexte d'accroissement de la crise économique et de détérioration du niveau de vie, et quelles en sont les nouvelles configurations ? Peu de caractéristiques concernant les hommes influent sur la probabilité de devenir polygame. Les hommes se déclarent en général plutôt favorables à la polygamie, et ce, quel que soit leur niveau d'instruction. Diverses attitudes à l'égard de la polygamie sont relevées chez les femmes, allant de la résignation à l'hostilité en passant par le réalisme. Les réactions féminines reposent cependant sur un fond latent d'opposition à cette institution. Cependant la pression sociale est telle vis-à-vis du mariage que certaines femmes non mariées sont prêtes à entrer dans une union polygamique, et à conforter, malgré elles, cette institution. Il n'est donc pas étonnant que la polygamie se maintienne à Dakar. Elle bénéficie d'une "légitimité" officielle, religieuse et sociale; elle jouit d'une normalité qui en banalise l'existence.



Photo : Moustapha Doukhan

Le secteur informel nécessite un certain savoir-faire.

Des couples fragilisés par la crise

En dépit des pesanteurs sociales et religieuses, la ville permet aux femmes de vivre de manière plus autonome. Le taux de divorce est relativement élevé à Dakar, mais il est généralement suivi par un remariage rapide. Deux facteurs favorisent le divorce de la première épouse: les situations de précarité du mari (chômage, manque de logement) et la venue d'une seconde épouse. Le mari doit assumer en principe les charges du ménage; lorsque sa situation économique se dégrade l'union se trouve fragilisée. Le défaut d'entretien de l'épouse est souvent avancé comme cause de divorce. L'entrée en union polygamique accélère fortement le risque de divorcer de la première épouse qui, bien souvent, est mise devant le fait accompli. Le désir d'autonomie de la femme se manifeste plus par le divorce que par le célibat. La femme joue un rôle actif dans son divorce qui est souvent utilisé comme réponse à un mariage imposé, à l'infidélité du mari, à la polygamie, au défaut d'entretien, aux mauvais traitements

(injures, violences), à l'ingérence de la belle famille. Les mutations concernant la nuptialité à Dakar révèlent ainsi des comportements nouveaux, qui cependant s'ancrent dans une trame socio-culturelle plus ancienne. Tous ces changements sont fortement amplifiés par les répercussions économiques de la crise.

**UNE AUTONOMIE RÉSIDEN-
TIELLE TARDIVE**

Différents modes d'habitat sont rencontrés à Dakar; ils vont de la villa aux immeubles de la fin de l'époque coloniale, en passant par les constructions à vocation plus ou moins sociale, les habitats évolutifs de concession*, plus traditionnels, et les baraques. Entre 1955 (date du premier recensement sur des bases scientifiques) et 1990 la nature des logements a changé. Le recensement de 1955 nous donne quelques renseignements éloquentes sur la typologie de l'habitat. Pour l'ensemble des constructions traditionnelles seules 13 % sont en dur; 54 % en bois, et 33 % sont en paille. La situa-

tion de l'habitat s'est nettement améliorée au cours des années 70, suite à une politique volontariste de logement planifié. Davantage de ménages bénéficient de l'eau et de l'électricité, l'habitat de bidonville a été en partie résorbé: on ne compte plus que 8% de baraques. La proportion de propriétaires est relativement importante à Dakar, où un chef de ménage sur

deux est propriétaire de son logement: leurs ménages sont alors de taille élevée. Dans l'ensemble de la population, 67 % vit dans un ménage dont le responsable est propriétaire. Signalons le nombre important de collatéraux hébergés par les chefs de ménage; on peut estimer que plus de 30 % de la population est hébergée par un autre parent.



Le micro-commerce : un complément de revenus pour les ménages.

Pour en savoir plus

Antoine Ph, Djiré M., Laplante B. 1995. Les déterminants socio-économiques de la sortie du célibat à Dakar. *Population n°1*, pp. 95-118

Antoine Ph., Coulibaly S. (éditeurs), 1989. L'insertion urbaine des migrants en Afrique. Actes du séminaire CRDI-Orstom-URD. Éditions de l'Orstom Paris 1989, 242 p.

Antoine Ph., Diop A. B. (éditeurs), 1995. La ville à guichets fermés. Itinéraires, réseaux et insertion urbaine. Ifan-Orstom, Dakar, 360 p.

Antoine Ph., Mboup G. 1994. Urbanization in Senegal. *Urbanization in Africa. A Handbook*, édité par Tarver James. D., Westport (Connecticut), Greenwood Press, pp. 279-297.

Antoine Ph., Nanitelamio J. 1995. Can polygamy be avoided in Dakar? A paraître dans *Courtyards, Markets, City Streets : Urban Women in Africa*. édité par Sheldon Kathleen, Westview Press, Los Angeles,

repris en français "Peut-on échapper à la polygamie à Dakar?" *Dossiers du Ceped n° 32*, Paris, 31 p.

Antoine Ph., Bocquier Ph. 1995. Le temps et l'analyse des biographies. *Clins d'œil à l'Afrique, Hommage à Michel François*, édité par Jacques Vallin, Ceped, Paris, pp 157-166.

Antoine Ph., Ph. Bocquier, A.S. Fall, Y.M. Guissé, Nanitelamio J. 1995. Les familles dakaroises face à la crise., Ifan-Orstom-Ceped, Dakar, 1995, 209 p.

Barbary O. 1994. Dakar et la Sénégalie. Évolution d'un espace migratoire transnational *in : Le Sénégal et ses voisins sous la direction de M.C. Diop*, série Sociétés-Espaces-Temps, pp 142-163.

Bocquier Ph. 1992. L'insertion et la mobilité professionnelles à Dakar, Thèse de Doctorat en Démographie, Université Paris V - René Descartes - Sorbonne, 375 p. A paraître dans la collection Études et thèses,

Orstom, Paris.

Bocquier Ph., Nanitelamio J. 1993. Les déterminants familiaux de l'activité professionnelle des femmes de Dakar (Sénégal). *Communication au Séminaire de l'UIESP sur les Femmes et les changements démographiques en Afrique au Sud du Sahara*, Dakar, Sénégal, 3-6 mars 1993, 24 p.

Djiré M. 1993. Un aspect de la dynamique de la nuptialité en milieu urbain: l'entrée des hommes en première union à Dakar (Sénégal). *Mémoire de maîtrise*, Département de démographie, Université de Montréal, 118 p + annexes.

Durufié G. 1994. Le Sénégal peut-il sortir de la crise ?, *Les Afriques*, Karthala, Paris, 222 p.

Fall A. S. 1991. Réseaux de sociabilité et insertion urbaine dans l'agglomération de Dakar, Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle de sociologie à la Faculté des lettres et des sciences humaines, Université Cheikh Anta Diop, Dakar-Sénégal,

1991, 280 p. et 420 p. annexes.

Fall A. S. 1994. Et si l'insertion passait par l'investissement dans des réseaux sociaux ? réseaux formels et informels de solidarité et de dépendance dans les quartiers de Dakar, *in : Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, sous la direction de J.-P. Jacob et Ph. Lavigne Delville, Karthala, pp. 293-303.

Ndione S. E. 1993. Dakar, une société en grappe, *Les Afriques*, Karthala, Paris, 213 p.

Programme de gestion urbaine (Bureau régional pour l'Afrique), 1995. La lutte contre la pauvreté à Dakar. Vers la définition d'une politique municipale, *Série Documents de politique*, Dakar, 157 p.

Tokindang J. 1995. Insertion résidentielle à Dakar, Thèse de Ph. D. de démographie, Département de démographie, Université de Montréal, 227 p + annexes.

La composition familiale a également profondément changé en 35 ans. La taille moyenne des ménages passe de 4,2 personnes en 1955 à 8,3 personnes en 1989. On peut s'interroger sur les conséquences de cette augmentation, notamment sur l'occupation de l'espace résidentiel. Le parc immobilier vieillit, les logements sont surpeuplés, les habitations et le cadre de vie se dégradent. L'accès des jeunes à un logement indépendant se ralentit, et le marché localif semble de moins en moins adapté à la structure des ménages. A 35 ans, plus de 75 % des hommes sont encore hébergés par un parent.

Le recours aux réseaux

Face à la crise et aux incertitudes, de nouvelles structurations sociales apparaissent. L'acteur urbain est un bâtisseur de réseaux, et il puise dans divers registres sociaux pour faciliter son accès aux ressources urbaines. Les processus migratoires vers la ville s'enracinent souvent dans des traditions de mobilité spatiale qui remontent parfois à quelques générations. Le migrant est membre d'une communauté de parenté, de famille et de lignage souvent étendue, et laisse des membres de sa communauté dans le village pour en retrouver d'autres anciennement installés en ville. Les associations de ressortissants sont actives en ville, elles réunissent des originaires d'une même région ou d'un même village. Ces associations jouent un rôle clé pour maintenir des liens privilégiés avec le milieu d'origine, ou éviter l'assimilation totale avec le milieu d'accueil. A côté des réseaux d'origine, d'autres formes de sociabilité se développent : réseaux de voisinage, tontines*, réseaux religieux confrériques, politiques ou familiaux.

Chaque acteur a son protecteur et ses

Sigles

Ifan : Institut fondamental d'Afrique noire

Cerpod : Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement

Aupelf-Uref : Association des universités partiellement ou entièrement de langue française - Université de réseaux d'expression française

Ceped : Centre français sur la population et le développement



Restauration rapide de rue.

Photo : Michel Dufrain

Glossaire

Concession : parcelle close (entre 200 et 1600 m²) comprenant un ou plusieurs logements, destinés à une ou plusieurs familles.

Tontine : association de personnes ayant un intérêt commun et cotisant régulièrement. Le produit de la tontine est attribué à tour de rôle à l'un des membres de l'association.

La tontine permet à la fois d'épargner et de tisser des liens sociaux.

Déguerpissement : action des pouvoirs publics visant à démolir les habitations dans un quartier illégal. A une politique de déguerpissement à coups de bulldozer, a succédé dans bien des cas une politique de régularisation foncière.

protégés. La mobilisation du capital social apparaît comme la ressource majeure pour l'acteur urbain préoccupé par l'accès à l'emploi, au logement et aux moyens d'ascension sociale en général. Par exemple, au sein du secteur informel, les apprentis se recrutent essentiellement dans le cercle de personnes connues du maître-artisan. L'apprentissage a une double fonction sociale: transmettre un savoir-faire et former le caractère de l'apprenti c'est-à-dire prendre en charge son éducation, voire sa "rééducation".

De même, pour constituer le capital constitutif des micro-entreprises, le recours à un tiers est le modèle dominant: il apparaît que les médiateurs sont mis à contribution pour compléter les moyens financiers, servir de caution pour l'accès à un crédit, céder un patrimoine, accueillir dans un atelier ou autres lieux de travail, appuyer une démarche.

Les liens politiques sont parmi les plus sollicités pour accéder à un logement, à un terrain, à des équipements urbains. Le rôle de coordination ou de porte-parole est conféré au chef de quartier qui à son tour mobilise un camarade dont l'influence auprès du pouvoir central est présumée. C'est lui qui délivre les certificats de résidence. Il exerce un contrôle social sur les résidents de son quartier, notamment des chefs de ménages qui doivent être connus de lui pour pouvoir revendiquer leur appartenance à un quartier. La législation est souvent contournée. Chacun s'efforce d'accéder à un protecteur. Tous les acteurs influents sont sollicités dans le processus de médiation, du marabout au responsable politique en passant par l'avocat, voie légale de recours. A l'inverse, l'intervention des responsables politiques locaux auprès de l'administration pour plaider la cause des occupants irréguliers cache à peine

le besoin de ne pas se laisser défaire de leur clientèle. Ceci est particulièrement vrai lorsqu'il y a "déguerpissement"*. Rappelons que les quartiers dits flottants ou irréguliers sont pour la plupart rattachés administrativement et politiquement au quartier permanent le plus proche.

Ainsi, l'informalité des réseaux repose sur le fait qu'ils traversent les groupes et les institutions sociales tout en les dépassant. En fournissant un espace de réciprocité, d'échange, de dons et d'assistance, ils constituent un palliatif à la crise. Cependant compte tenu de la sélectivité des procédés de soutien, de plus en plus de personnes se retrouvent marginalisées dans leur communauté, et le rétrécissement de leur capital social accroît leur vulnérabilité.

Les effets de la crise

La crise se traduit par de graves conséquences sur l'emploi: le secteur moderne a cessé de devenir un débouché pour les jeunes, alors que dans le même temps le secteur informel n'a pas les capacités suffisantes pour accueillir les chômeurs. Le pays n'offre guère d'opportunités de reconversion dans l'agriculture, malgré les espoirs placés dans l'aménagement de la vallée du fleuve Sénégal. Les perspectives démographiques ne prévoient pas un ralentissement important de l'urbanisation, compte tenu de la fécondité qui, même si elle diminue sensiblement en ville, reste élevée.

A Dakar comme dans d'autres villes sahéliennes, on constate que la crise des années 80 a abouti à une plus grande mobilité sur le marché de l'emploi salarié, à une relative fixation dans le secteur non enregistré, et surtout à l'augmentation de l'activité économique des femmes et au chômage des jeunes.

La mobilité de l'emploi salarié est ici synonyme de précarisation. Les emplois salariés sont à la fois moins nombreux et moins stables, tandis que la petite production marchande n'a pas pris le relais sur le marché de l'emploi. La crise a eu aussi pour effet d'inciter de plus en plus de femmes à s'insérer dans la vie active, mais toutes n'y parviennent pas. Sous l'effet persistant de la crise, il y a fort à parier que le taux de chômage augmente en même temps que le taux de participation féminine. Le retrait de l'État du marché de l'emploi, sous l'impulsion des mesures d'ajustement structurel, a conduit au chômage des plus jeunes, le secteur de la petite entreprise étant incapable en l'état actuel de prendre le relais. Dans ce contexte, la charge des chefs de ménages s'accroît contrastant avec la faiblesse des revenus et des ressources. Les divers éléments rassemblés permettent d'avancer que le chef de ménage, même âgé, contribue à l'entretien de

tous. Les premiers résultats de cette enquête suggèrent que la crise conforte la dépendance des plus jeunes envers les aînés. La génération des 45-59 ans est peut-être celle qui, déjà dans les années 60, faisait vivre ses parents; aujourd'hui c'est elle encore qui a la charge des personnes du ménage. La crise ne permet plus la prise de relais par les plus jeunes. Aujourd'hui, les jeunes vivent la crise, les aînés la supportent ■

Philippe Antoine et Philippe Bocquier

démographes à l'Orstom au département "Sociétés, Urbanisation, Développement", UR "Enjeux de l'urbanisation"

Abdou Salam Fall et Jeanne Nanitelamio

sociologue et psycho-sociologue à l'Ifan



Dakar : environs du marché de Sandaga.

L'insertion urbaine à Bamako

Le CERPOD et le département de démographie de l'Université de Montréal ont entrepris en 1991, une étude identique à celle menée par l'Orstom et l'Ifan. A Bamako comme à Dakar les migrants s'insèrent plus rapidement sur le marché de l'emploi que les originaires de la ville, principalement dans le secteur informel. L'accès au premier emploi, soit à leur compte dans l'informel, soit

comme salarié dans le secteur moderne, s'avère plus difficile chez les jeunes générations. Les conditions de logement sont dans l'ensemble plus précaires qu'à Dakar, et l'accès à la propriété se fait surtout à la périphérie.

Pour en savoir plus

Dieudonné Ouedraogo et Victor Piché (sous la direction de), 1995 : L'insertion urbaine à Bamako, Karthala, Paris, 207 p.



Le secteur informel s'adapte à la demande. Ici, vente de perruques suppléant aux séances de tressage longues et coûteuses.

La vida urbana en Dakar

Dakar tiene una población cercana a los 1.8 millones -trece veces más que en 1945. Aunque el ritmo de crecimiento urbano ha disminuido, cada año se agregan 70,000 personas, incluyendo 18,000 inmigrantes.

Desde 1989, Ifan y Orstom realizan un estudio multidisciplinario sobre la integración urbana en Dakar basándose en el análisis de biografías de 1557 personas. He aquí algunos de los descubrimientos: Empleo : las ofertas en el sector moderno de la ciudad son cada vez más escasas. El nivel de educación es mucho más alto ahora, pero las correspondientes ofertas de trabajo han declinado; los jóvenes más instruidos se sienten frustrados.

Una solución para los jóvenes son las escuelas de aprendices, generalmente en el sector informal : 87 % de los aprendices tiene un empleo a los treinta años.

El crecimiento urbano en sí genera empleo -para alimentar, alojar y vestir a la creciente población. El sector informal participa en esto, pero, aunque hace circular el dinero y cubre los gastos diarios de muchas familias, no permite la acumulación de capital.

Cada vez son más las mujeres que trabajan, sobre todo en el comercio a pequeña escala. Matrimonio y familia : la poligamia es común, pese a que no agrada a muchas mujeres; la gente ya no se casa tan joven; el divorcio es más frecuente,

pero la gente se vuelve a casar rápidamente -el matrimonio es casi universal en Senegal. La tasa de fertilidad, aunque elevada, ha disminuido. 75% de los varones sigue viviendo con sus padres a los 35 años, y en una de cada dos familias vive un inmigrante. La talla promedio de una familia había crecido de 4,2 personas en 1955, a 8.3 para 1989.

El cabeza de familia, que ayuda a la manutención del hogar tiene una carga muy pesada ya que los hogares crecen y el desempleo aumenta. La mayor parte de los hombres entre 45 y 59 años que habían comenzado a ayudar económicamente a sus padres en los años 60, siguen encargándose de toda la familia hoy en día.

Vivienda : las condiciones mejoraron en los años 70; hoy, más hogares cuentan con agua y electricidad; las chozas representan sólo el 8% de las viviendas en Dakar. La mitad de la gente es propietaria de su vivienda, pero éstas están sobrepobladas y se deterioran rápidamente.

Nexos sociales : son muy estrechos con el lugar de origen, el grupo social, la afinidad política, la hermandad religiosa, la relación vecinal, etc. El sistema aporta ayuda mutua contra la crisis : los miembros influyentes ayudan a sus protegidos a iniciar un negocio o a encontrar empleo y vivienda. Pero esto implica dependencia y, cada vez son más los marginalizados.

Les diplômés sont contraints à des activités de survie.

Une méthodologie nouvelle

L'essentiel de nos analyses s'appuie sur un recueil détaillé des itinéraires résidentiels, professionnels et matrimoniaux, à l'aide d'un questionnaire biographique. Au cours du dernier trimestre 1989, 1557 biographies ont été recueillies à Dakar, auprès d'un échantillon stratifié par sexe et par groupe d'âges. L'exploitation approfondie de cette enquête repose sur des méthodes d'analyse des biographies qui font appel, d'une part aux tables de survie et d'autre part aux analyses de régression. Le modèle le plus approprié pour ce type de données est le modèle semi-paramétrique dit de Cox. La variable dépendante du modèle est le risque que connaît un individu de vivre un passage d'un état à un autre. Ce risque est analysé en fonction de différentes variables indépendantes, fixes ou pouvant elles-mêmes varier dans le temps. On peut ainsi dégager les caractéristiques qui accélèrent ou ralentissent le passage d'un état à un autre. C'est lorsque l'analyse des biographies porte sur l'interférence

entre des événements de nature différente qu'elle donne toutes ses potentialités. Ainsi, on peut étudier des phénomènes aussi divers que l'effet des changements matrimoniaux sur la carrière professionnelle (en particulier chez les femmes), l'effet de l'arrivée d'un nouvel enfant sur la survie du dernier-né, l'effet de la polygamie sur le divorce, l'effet de l'entrée dans la vie active sur le départ du domicile parental, l'effet d'un changement de législation sur l'accès au logement ou à l'emploi, etc.

Ce type d'analyse permet de dépasser l'analyse transversale, de prendre en considération les différents états qu'a connus un individu et de prendre en compte la dimension du temps dans l'analyse causale.

Pour en savoir plus

Courgeau D. et Lelièvre E., 1989 : Analyse démographique des biographies. Editions de l'Ined, Paris, 268 p.

Bocquier Ph., 1995 : Manuel d'analyse des biographies pour la microinformatique. A paraître.

Antoine Philippe, Bocquier Philippe, Fall Abdou Salam,
Nanitelamio Jeanne

L'insertion urbaine à Dakar : les jeunes vivent la crise, les
aînés la supportent

ORSTOM Actualités, 1995, (48), p. 15-22. ISSN 0758-833X